

LE PENTAGONE PARALYSÉ

## Les Forces spéciales, spectaculaires et inutiles



Pour contourner la lourdeur des forces militaires classiques héritées de la Guerre froide, Donald Rumsfeld a développé des unités mobiles capables d'interventions tous azimuts : les Forces spéciales. Mais loin d'assouplir le système, elles ont engendré de nouvelles rivalités entre armées, les forces classiques refusant de se voir dépouiller de leurs prérogatives et de leurs commandos d'élite. En outre, des actions spectaculaires en Afghanistan et en Irak ne peuvent aucunement se substituer aux missions traditionnelles, comme on le voit lorsqu'il s'agit d'occuper et de reconstruire un pays. Plus le Pentagone se développe, moins il accroît son efficacité.

page 2

### Un nouveau modèle répressif émerge en Europe

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

L'avocat John Upton s'inquiète du développement d'un État totalitaire au Royaume-Uni. Il observe que les mesures mises en place par David Blunkett et le New Labour prolongent et aggravent la politique initiée par lady Thatcher. Cette évolution n'a rien à voir avec les clivage politiques ou les questions nationales, puisqu'on observe le même phénomène aux États-Unis ou en France. Elle est par contre directement liée à une idéologie, formulée outre-Atlantique.

page 6

REPÈRE : 25 FÉVRIER 1956

### Khrouchtchev dénonce la dictature de Staline

Lors du XXe Congrès du Parti communiste d'Union soviétique, le 25 février 1956, Nikita Khrouchtchev crée la sensation planétaire en critiquant avec une extrême violence la personne de Joseph Staline, mort trois ans auparavant. Déclarant vouloir briser le culte de la personnalité tissé autour du « Petit Père des Peuples » pendant 30 ans, Khrouchtchev décrit longuement le « régime d'oppression et de terreur » mis en place par Staline et entame un grand déballage. Pour la première fois, les purges sanglantes de la période 1936-38 sont abordées publiquement. Bouche bée les délégués apprennent que Zinoviev, Kamenev et Rykov ont été exécutés à tort pour le meurtre de Kirov, que Staline était une brute nationaliste et antisémite, et enfin que Lénine lui même, dans son testament tenu secret, avait mis en garde le Parti contre Staline. À la fin de son discours, Khrouchtchev préconise de ne pas rendre publiques ces révélations d'un seul coup au risque de désespérer les communistes à travers le monde. ■



### 2,7 MILLIONS DE NOUVEAUX TERRORISTES AUX ÉTATS-UNIS

La NEA, principal syndicat d'enseignants états-unien, s'oppose au projet de réforme scolaire de l'administration Bush qui prévoit une orientation précoce des élèves et un renforcement de la sélection dans les filières nobles. Exaspéré par cette résistance, le secrétaire à l'Éducation, Rod Paige, a qualifié le syndicat, « d'organisation terroriste », ce qui pourrait permettre de le réprimer au moyen de l'USA Patriot Act. Forte de ses 2,7 millions d'adhérents, la NEA a réagi vivement à ces « propos moralement répugnants » et a obtenu le soutien du candidat démocrate à la présidentielle John Kerry. Devant le tollé, le service de presse du ministre a présenté ses excuses aux enseignants. Pas au syndicat, dont il a critiqué l'obstruction.

## Le Pentagone paralysé

# Les Forces spéciales, spectaculaires et inutiles

**Pour contourner la lourdeur des forces militaires classiques héritées de la Guerre froide, Donald Rumsfeld a développé des unités mobiles capables d'interventions tous azimuts : les Forces spéciales. Mais loin d'assouplir le système, elles ont engendré de nouvelles rivalités entre armées, les forces classiques refusant de se voir dépouiller de leurs prérogatives et de leurs commandos d'élite. En outre, des actions spectaculaires en Afghanistan et en Irak ne peuvent aucunement se substituer aux missions traditionnelles, comme on le voit lorsqu'il s'agit d'occuper et de reconstruire un pays. Plus le Pentagone se développe, moins il accroît son efficacité.**



Voici un an, le 7 janvier 2003, que Donald Rumsfeld hissait les Forces spéciales au rang d'Arme à part entière, à égalité avec l'Army, la Navy, l'Air Force et le Marine Corps. À l'époque, nous avons souligné dans ces colonnes que le secrétaire à la Défense entendait conduire sa « Guerre au terrorisme » en s'appuyant sur des unités capables de frapper de manière rapide et précise en s'affranchissant des lois de la guerre. Non seulement nos analyses ont été validées par le temps et nos craintes ont été vérifiées, mais des problèmes nouveaux ont surgit avec la rivalité entre le Pentagone et la CIA.

Le concept des Forces spéciales en tant qu'Arme a été présenté par Donald

Rumsfeld dans un discours à la National Defense University [1]. Il s'y enthousiasmait pour la bataille de Mazar-i-Sharif, paradigme de l'affrontement asymétrique, où l'arsenal utilisé allait « *des armes sophistiquées guidées au laser aux antiques B-52 de quarante ans d'âge mis à jour avec de l'électronique moderne, et aussi le plus rudimentaire, un homme à cheval. Ils ont été utilisés ensemble d'une manière sans précédent, avec des effets dévastateurs sur les positions ennemies, sur le moral ennemi, et cette fois, sur la cause du diable dans le monde* ».

Cependant, il y a un revers à cette description hollywoodienne. On a prétendu que la bataille de Mazar-i-Sharif, loin d'être glorieuse, fut le théâtre du massacre de plusieurs milliers de prisonniers perpétrés par les Forces spéciales et les hommes du général Dostun. Ces éléments ont été attestés depuis par des témoignages recueillis dans « Massacre in Mazar », un film du documentariste irlandais Jamie Doran, et par la découverte de charniers par les Nations unies [2]. Il démontrent la dangerosité d'unités agissant en dehors des lois de la guerre.

Quoi qu'il en soit, cette bataille fournit le modèle que Donald Rumsfeld souhaite développer. Mais, en pratique, il fait apparaître des « frictions » entre des unités disparates, obéissant à des règles différentes [3].

## Les forces non conventionnelles

Le fait de joindre des unités non-conventionnelles et conventionnelles au combat est une volonté constante des responsables politiques auxquels les militaires renâclent. Au cours des soixante dernières années, ce schéma a souvent été mis en place, mais jamais maintenu. Ce fut d'abord le cas de l'OSS durant la Seconde Guerre mondiale, qui travaillait aussi bien avec son homologue britannique qu'avec des forces classiques (1942-44). Puis ce fut le SOG au Vietnam, au Cambodge et au Laos (1964-72). Et plus récemment le JSOTF durant l'opération Tempête du désert (1991). Pour sa réforme, Donald Rumsfeld a commencé par mettre en place des états-majors permanents, dans chaque région du globe, pour assurer la coordination des forces.

Dans le cas de la Deuxième Guerre mondiale, l'OSS n'était pas une unité militaire, mais un service d'espionnage ancêtre de la CIA. Mais dans les cas de l'Asie du Sud-Est et de l'Irak, les états-majors incluaient à la fois des Forces spéciales militaires et des Forces spéciales paramilitaires de la CIA. Cette combinaison d'unités non-conventionnelles militaires/paramilitaires a donné lieu aux pires dérapages. De sorte qu'en 1975 Harry Rositzke puis, en 1987, l'amiral Stanfield Turner envisagèrent de recentrer la CIA sur ses missions classiques et de fermer sa branche paramilitaire pour que les Forces spéciales deviennent une prérogative du seul Pentagone [4]. Il n'y fut pas donné suite parce que dans le système administratif états-unien, la différence entre ce que font le département de la Défense et la CIA ne tient pas à la nature de



Special Operation Group (SOG), Vietnam, 1968.

l'action, mais à son statut : le président revendique toutes les actions du Pentagone, il peut nier celles de la CIA [5]. On retrouve aujourd'hui le doublon de forces spéciales que l'on a connu par le passé. Pis, les rapports exécrables qu'entretiennent le secrétaire à la Défense et le directeur de la CIA les poussent à la surenchère. Puisque le président Bush a déclaré que tous les moyens nécessaires devaient être mis en œuvre pour vaincre le terrorisme, on ne regarde plus à l'inflation des coûts et des personnels [6]. Les « frictions » ne sont plus seulement entre militaires, mais aussi avec la CIA.

Par le passé, les Forces spéciales avaient pour mission de préparer le terrain avant la bataille [7]. Elles n'étaient donc que des forces d'appoint, détachées de chaque Arme. Aujourd'hui, elles doivent aussi agir préventivement avant qu'une menace ne soit totalement concrétisée. Leur intervention ne prépare plus seulement la bataille, elle s'y substitue lorsque c'est encore possible. C'est ce qui a été clairement explicité par George W. Bush dans son discours devant les cadets de l'Académie militaire de West Point [8] et confirmé dans son document doctrinal, *The National Security Strategy* [9]. Les forces spéciales sont donc des unités de projection et de renseignement [10]. Plus elles se développent en tant qu'Arme autonome, moins elles remplissent leur fonction de préparation du champ de bataille et de renseignement, simplement parce qu'elles conservent jalousement leurs informations pour leurs propres opérations [11]. Le moment ne va donc pas tarder où l'Army, la Navy, l'Air Force et le Marine Corps voudront reconstituer leurs Forces spéciales et l'on se trouvera alors face à une multiplicité d'unités concurrentes qui utiliseront l'essentiel de leur énergie à se neutraliser mutuellement, selon un schéma bureaucratique caractéristique de l'Empire états-unien [12].

## La multiplication des milices

Le développement exponentiel des Forces spéciales, avec une augmentation de leur budget de 35 % cette année, peut être observé comme le symptôme de la paralysie qui guette l'armada états-unienne. Sur 47 000 hommes qu'elles comptent, elles ne peuvent en aligner plus de 1 500 au combat à la fois, les autres étant retenus par des tâches logistiques et bureaucratiques. Les forces classiques, conçues pour vaincre une Union soviétique qui n'existe plus, sont irréfomables. Il faut déplacer 300 000 hommes pour vaincre un pays du tiers-monde comme l'Irak, parce qu'on ne sait agir qu'en frappant avec un marteau même pour écraser une mouche. Simultanément, l'administration Bush détourne le Pentagone de sa fonction de défense pour en faire une milice mondiale au service des intérêts de grandes compagnies multinationales qui qualifient de « terroristes » toutes les résistances locales à leur expansion. Les forces spéciales sont alors des unités, mobilisables n'importe où dans le monde en quelques heures, pour défendre des « intérêts US » ou assassiner les gêneurs. La concurrence entre paramilitaires de la CIA et Forces spéciales militaires ne correspond à aucune différence de mission ou de moyens, mais sert les intérêts économiques de clans rivaux au sommet du pouvoir. Or, d'un point de vue technique, pour ne pas dire cynique, le recours à des commandos de tueurs pour « lutter contre le terrorisme » n'offre qu'une solution immédiate aux problèmes et ne constitue pas une stratégie à long terme. On ne peut occuper l'Irak avec des commandos. Là encore, c'est l'expression d'une certaine impuissance [13]. Le Pentagone ne parvient plus à contrôler le fonctionnement

de ses forces classiques, qui disposent d'une vraie stratégie mais sont des mastodontes inadaptés aux problèmes contemporains, et ne parvient pas non plus à résoudre ces problèmes avec des Forces spéciales, qui sont mobiles mais ne peuvent jouer que les expédients.

---

[1] Cf. *Secretary Rumsfeld Speaks on "21st Century Transformation" of U.S. Armed Forces*, National Defense University, Fort McNair, 31 janvier 2002.

[2] Sur les crimes de guerre de la Coalition en Afghanistan, on se reportera aux enquêtes de *Physicians for Human Rights*.

[3] *Transformation of Special Operations : Reducing Joint Friction*, par John R. Basehart, USAWC Strategy Research Project, US Army War College, 7 avril 2003.

[4] *Secret Intelligence and Covert Action : Consensus in an Open Society*, par John C. Green, Strategy Research Project, US Army War College, 19 mars 1993.

[5] Au contraire, en France, les services secrets extérieurs (DGSE) sont une agence du ministère de la Défense.

[6] C'est un sujet manifestement embarrassant. Cf. *'All Necessary Means'. Employing CIA Operatives in a Warfighting Role Alongside Special Operations Forces*, par le colonel Kathryn Stone, USAWC Strategy Research paper, US Army War College, 7 avril 2003.

[7] *Honing the Tip of the Spear : Developing an Operational-Level Intelligence Preparation of the Battelfield for Special Operations Forces*, par Peter J. Don, Naval War College, 3 février 2003.

[8] Cf. *Remarks by the President at 2002 Graduation Exercise of the United States Military Academy West Point*, 1er juin 2002.

[9] *The National Security Strategy*, par George W. Bush, septembre 2002.

[10] *The Army Special Operations Forces Role in Force Projection*, par le colonel Jack C. Ziegler Jr., USAWC Strategy Research Project, US Army War College, 7 avril 2003 .

[11] *How Can the US Army Overcome Intelligence Sharing Challenges Between Conventional and Special Operations Forces ?* par le major Michele H. Bredenkamp, School of Avanced Military Studies, US Army Command and General Staff College, 22 mai 2003.

[12] Voir par exemple : *Should The Marine Corps Expand Its Role in Special Operations ?* par le lieutenant-colonel Mark A. Clark, USAWC Strategy Research Project, US Army War College.

[13] « Not a Magic Bullet. In terror war, US relies too heavily on its thinly stretched Special Forces », par William A. Arkin, in *Los Angeles Times* du 22 février 2004

# Un nouveau modèle répressif émerge en Europe

## Analyse

Le ministre australien des Affaires étrangères, Alexandre Downer, a prononcé un discours sur la lutte contre la prolifération nucléaire au Lowry Institute dont *The Age* reproduit un extrait. Selon lui, l'affaire Khan, au Pakistan, montre l'ampleur du danger de dissémination nucléaire qui pourrait même profiter à des groupes terroristes comme Al Qaïda. Il faut donc que le Conseil de sécurité clarifie au plus vite les règles. Mais à y réfléchir, cet argumentaire est bancal. Rien ne prouve que la dissémination que le Dr Khan a tout intérêt à présenter comme son initiative personnelle ait réellement échappé aux gouvernements de son pays. Quant à la manière d'arrêter la prolifération, elle a maintes fois été explicitée par l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) : mettre en place des traités internationaux associés à une dénucléarisation des grandes puissances. La solution d'Alexander Downer n'a d'autre but que de maintenir la supériorité militaire des États-Unis, dont il est un fidèle « messenger », et d'empêcher l'émergence de puissances rivales comme indiqué dans les objectifs stratégiques de la doctrine Bush.

L'avocat pénaliste John Upton alerte les lecteurs du *Guardian* sur le développement d'un État totalitaire au Royaume-Uni. Il observe que les mesures liberticides mises en place par David Blunkett et le New Labour prolongent et aggravent la politique initiée par lady Thatcher. Cette évolution n'a donc rien à voir avec le clivage libéraux/sociaux-démocrates. Pas plus qu'elle ne renvoie à des questions nationales, puisqu'on observe le même phénomène aux États-Unis avec John Ashcroft ou en France avec le tandem Nicolas Sarkozy-Dominique Perben. Elle est par contre directement liée à une idéologie

particulière, formulée outre-Atlantique, et importée en Europe par les réseaux d'influence états-uniens.

Voici une application de ce modèle. L'intellectuel italien Cesare Battisti, ancien membre des Brigades rouges accusé d'assassinats, a trouvé refuge en France sous François Mitterrand. Mais depuis le 11 septembre 2001, cédant à l'influence de John Ashcroft, l'Union européenne se dote d'un arsenal juridico-répressif anti-terroriste, dont l'efficacité est testée sur les anciens terroristes d'extrême gauche des années de plomb. Voici donc que, reniant sa parole, la France l'a arrêté. L'écrivain Daniel Pennac lui adresse une lettre ouverte dans *Le Monde*, où il s'indigne du retournement français, mais sans en percevoir les tenants internationaux.

Natan Sharansky, ministre de la Diaspora et de Jérusalem dans le gouvernement Sharon, dénonce une nouvelle fois l'antisémitisme qui se cache derrière l'antisionisme. Dans le *Jerusalem Post*, il établit trois critères pour le débusquer. Les critiques d'Israël sont acceptables si elles ne diabolisent pas l'État juif, s'appliquent identiquement aux autres États, et ne tentent pas de délégitimer son existence. On admettra sans difficulté les deux premiers critères, mais il conviendrait de préciser le troisième : peut-on reconnaître l'État d'Israël dans la définition qu'en a donnée l'ONU et donc refuser la définition ethnique qu'en formule l'administration Sharon ?

Les États-Unis aussi se sentent mal-aimés. C'est pour redorer leur image que le sous-secrétariat d'État à la Diplomatie publique a lancé le 15 février 2004 une chaîne par satellite à destination du monde arabe, Al-Houarra (« La libre »). En fait de liberté et d'indépendance, elle a choisi comme premier invité son patron, George W. Bush. Dans l'*International Herald Tribune*, Marwan Bishara, d'Abu Dhabi TV, observe que ce projet est voué à l'échec tant il est vrai que le *medium* l'emporte toujours sur le message et qu'en conséquence, un organe de propagande étranger ne peut espérer être crédible en délivrant des informations en contradiction avec la réalité quotidienne. Washington se trompe en pensant que les chaînes arabes créent l'anti-américanisme, c'est plutôt le contraire, elles le modèrent face aux réactions engendrées par la politique états-unienne dans la région.

Le médecin tchéchène Khassan Baiev rappelle dans le *Washington Post* les souffrances endurées par son peuple, déporté il y a soixante ans, jour pour jour, par Staline vers la Sibérie. Il plaide bien sûr pour son indépendance. Cependant, sa lecture de l'Histoire évacue des éléments de contexte : la déportation décidée par Staline n'a pas touché que les Tchétchènes et n'avait pas le sens colonial qu'il lui attribue. Géorgien, Staline a aussi déporté des populations géorgiennes.

Enfin, Shmuel Katz déplore dans le *Jerusalem Post* l'attitude de la Cour internationale de Justice qui, selon lui, s'appuie sur des textes de propagande palestiniens pour juger du « mur de séparation ». Pourtant la Cour ne s'appuie que sur des instruments internationaux définitifs, jamais comme il l'affirme sur des versions provisoires.

**Réseau Voltaire**

## Alexander Downer



Alexander Downer est ministre des Affaires étrangères de l'Australie.

### « Le monde doit agir pour faire cesser le commerce des armes nucléaires »

Source : The Age

Référence : « The world must act to halt trade in nuclear arms », par Alexander Downer, *The Age*, 24 février 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé devant le Lowy Institute le 23 février 2004.

Lors des derniers mois, avec les révélations du Dr. Khan, ceux qui ne croyaient pas à la menace de la prolifération des armes de destruction massive ont dû ouvrir les yeux. Les clients du Dr Khan étaient l'Iran, la Libye et la Corée du Nord, mais des terroristes auraient aussi bien pu en acquérir, à commencer par Al Qaïda.

Nous n'aurions peut-être jamais eu les confessions du Dr. Khan sans l'action résolue des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie qui ont mis les proliférateurs en garde en menant une action contre l'Irak qui ne respectait pas les résolutions de l'ONU. Le groupe intérimaire de surveillance de l'Irak a depuis démontré que Saddam Hussein poursuivait un programme d'armes de destruction massive. Notre action a poussé la Libye à coopérer, l'Iran à commencer à l'imiter, tandis que la Syrie et la Corée du Nord ont dû prendre acte de notre détermination.

Malheureusement, les révélations de Khan ont démontré également que la prolifération n'a jamais été aussi aisée. Les systèmes de contrôle ne peuvent pas tout et tous les États ne veulent pas mettre en œuvre les moyens nécessaires au contrôle. Il faut que le Conseil de sécurité adopte une résolution claire sur le contrôle des armes de destruction massive. C'est urgent.

## John Upton

John Upton est avocat pénaliste

### « Un État autoritaire est en train d'être construit »

Source : The Guardian

Référence : « An authoritarian state is in the process of construction », par John Upton, *The Guardian*, 23 février 2004.

La nouvelle selon laquelle le MI5 va accroître le nombre de ses employés de milliers de personnes est le dernier signe de l'autoritarisme rampant de **David Blunkett** dont les réformes sont conduites au nom de la « guerre au terrorisme ». Les mesures adoptées par le ministre de l'Intérieur restreignent les libertés et les droits des citoyens. Aujourd'hui, les accusés ont moins de droits pour se défendre et les demandeurs d'asile sont criminalisés. Grâce au travail préalable de Margareth Thatcher, le **New Labour** est en train



d'adopter des mesures dont le ministre de l'Intérieur de la dame de fer pouvait seulement rêver. Blunkett s'appuie également sur un climat de peur alors qu'aucun attentat n'a eu lieu au Royaume-Uni. Les propos de Blunkett révèlent une fascination pour l'autoritarisme et il a comparé notre situation actuelle à celle de la République de Weimar. On notera que, comme le préconisait l'infâme juriste de ce régime Carl Schmidt, il mobilise les populations contre les marginaux.

Aujourd'hui, il veut construire une sorte de « FBI » britannique pour davantage encore centraliser l'autorité. Notre gouvernement ne respecte pas nos valeurs constitutionnelles et transforme la gouvernance en exercice de domination.

## Daniel Pennac



Daniel Pennac est écrivain.

### « Lettre à Cesare Battisti »

Source : Le Monde

Référence : « Lettre à Cesare Battisti », par Daniel Pennac, *Le Monde*, 24 février 2004.

Cher Cesare Battisti,

Je ne vous connais pas, je ne vous ai jamais lu et je ne vous aurai certainement pas suivi dans l'engagement armé de votre jeunesse. Cela me laisse d'autant plus libre de vous dire combien j'ai honte de ce que mon gouvernement est en train de vous dire, de vous faire et qui, à travers vous, menace sans doute d'autres réfugiés italiens.

Il avait fallu seulement neuf ans pour que les condamnés de la Commune de Paris soient graciés et amnistiés. Les faits qui vous sont reprochés, dont les plus graves n'ont pas été prouvés, datent de 30 ans et vous voilà jeté en prison et trahi par le pays qui vous avez garanti le refuge et menacé d'être livré au pays qui vous refuse le pardon. Ce faisant, ceux qui nous gouvernent créent les conditions de désespoir semblables à celles qui vous avaient jeté dans la lutte armée.

Les soutiens dont vous bénéficiez sont une piètre consolation quand on songe au type de société qu'engendre le reniement de la parole donnée et la transformation de la justice en vengeance quand elle n'est pas muselée. Je souhaite me tromper et que mon gouvernement demeurera fidèle à la garantie de protection qui vous a été accordée.

## Natan Sharansky



Natan Sharansky est président et fondateur du parti Yisrael B'Alyia Anglos, membre de la coalition au pouvoir en Israël. Il est ministre de la Diaspora et de Jérusalem.

### « Voir l'antisémitisme en 3D »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Seeing anti-Semitism in 3D », par Natan Sharansky, *Jerusalem Post*, 24 février 2004.

Cette semaine, j'ai participé à la conférence sur l'antisémitisme en Europe organisée par **Romano Prodi** et regroupant des dirigeants politiques désireux de combattre la nouvelle vague d'antisémitisme qui a submergé l'Europe ces dernières années. Pour cela, il faut définir une ligne de conduite claire, ce qui n'est pas toujours facile car reconnaître l'antisémitisme est parfois dur. L'ancien antisémitisme, qui est encore diffusé dans les séries télévisées sur les chaînes arabes à destination des millions de musulmans dans le monde, est facile à identifier, mais ce n'est pas le cas du nouvel antisémitisme. Celui-ci se cache sous l'apparence de critiques légitimes du gouvernement d'Israël, mais vise à critiquer l'État juif en raison de sa judaïté. Quand nous le faisons remarquer, on nous accuse de vouloir délégitimer toute critique d'Israël en la taxant d'antisémitisme. Même si ce n'est pas facile, on peut différencier les critiques légitimes de l'antisémitisme en appliquant aux critiques le test des trois « D » :

- ▶ D pour diabolisation : toutes les critiques qui présentent Israël comme un État nazi ou les camps palestiniens comme Auschwitz. Cela dénote une bien mauvaise connaissance de ce qu'était l'Allemagne nazie et une volonté de présenter Israël comme la nouvelle incarnation du mal.
- ▶ D pour deux poids deux mesures : Il faut se demander si les États qui appliquent une politique similaire à celle d'Israël reçoivent les mêmes critiques.
- ▶ D pour délégitimation : Est-ce que la critique reconnaît à Israël le droit d'exister.

## Marwan Bishara



Citoyen israélien arabe, Marwan Bishara est professeur de relations

### « Télé propagande n'aidera pas les États-Unis »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Propaganda TV won't help the U.S. », par Marwan Bishara, *International Herald Tribune*, 23 février 2004.

La diplomatie publique américaine pour améliorer l'image de l'Amérique au Proche-Orient est un échec car les actions pèsent plus que les mots. La nouvelle chaîne de télévision **Al-Hurra** va échouer également car la population ne croira pas au message si elle ne croit pas au messager.

internationales à l'université américaine de Paris. Il est analyste politique pour Abu Dhabi TV. C'est le frère du député à la Knesset, Azmi Bishara.

Al-Hurra, « La libre », émet depuis la Virginie et bénéficie d'un budget de 100 millions de dollars fournis par le gouvernement états-unien. Elle a été créée sur la base de deux croyances erronées : que les chaînes satellites arabes diffusent l'anti-américanisme et que plus on entend l'avis de l'Amérique meilleur est son image. Pourtant, la plupart des chaînes arabes existantes sont situées dans des pays amis des États-Unis et les journalistes de ces chaînes ont bien souvent été formés en Europe ou en Amérique, souvent à la BBC ou à CNN. Récemment, elles ont été contraintes d'abandonner des termes comme « résistance » pour désigner l'insurrection irakienne ou « occupation américaine » pour désigner l'action des forces de la Coalition.

D'après son directeur, la nouvelle chaîne laissera la parole librement à des musulmans radicaux et modérés et c'est le public qui fera son choix. Mais là où la chaîne se trompe, c'est que les modérés, comme moi qui ait été taxé d'antiaméricanisme, s'opposent à la politique américaine dans la région. En outre, les chaînes ont un impact modéré sur les opinions arabes et celle de Washington ne disposera d'aucune crédibilité si les États-Unis ne changent pas de politique.

## Khassan Baiev



Khassan Baiev est médecin tchéchène et a reçu l'asile politique aux États-Unis en 2000. Il est l'auteur de *The Oath : A Surgeon Under Fire*.

### « Une histoire écrite dans le sang des Tchétchènes »

Source : Washington Post

Référence : « A History Written In Chechen Blood », par Khassan Baiev, *Washington Post*, 24 février 2004.

Hier, 23 février 2004, était le jour de l'armée russe et cette date a donné lieu à de nombreuses commémorations dans tout le pays. Mais hier on célébrait également les 60 ans du crime soviétique perpétré contre le peuple tchéchène. La seule manifestation publique y faisant référence fut interdite à Moscou et les manifestants dispersés.

Le 23 février 1944, Staline déporta la totalité de la population tchéchène en Sibérie. Le tiers des habitants mourut pendant le trajet et beaucoup d'autres périrent là-bas en raison des terribles conditions de vie. Ce sujet était tabou à l'époque de l'URSS, car Staline avait justifié sa mesure en déclarant que les Tchétchènes étaient des sympathisants nazis, ce qui était une insulte à tous les Tchétchènes qui s'étaient battus contre les nazis, dont mon père qui avait été blessé sur le front. Khrouchtchev autorisa en 1959 le retour en Tchétchénie, mais il fallut attendre Gorbatchev pour que les anciens combattants tchéchènes soient reconnus.

Cela fait 400 ans que les Tchétchènes se battent pour l'indépendance. La déportation de 1944 n'est pas la seule que nous ayons subie. Aujourd'hui, nous pensons que les Russes veulent nous liquider. Le quart de la population est mort depuis 1994 et 50 % des Tchétchènes vivent hors du territoire. Les civils sont les premières victimes et la Tchétchénie est un terrain lucratif pour les trafics orchestrés par l'armée russe. Mon neveu Ali a été arrêté et torturé par l'armée jusqu'à ce que ma famille paye une rançon de 10 000 dollars. Le

Kremlin a fait un travail brillant en convainquant le monde que les Tchétchènes étaient des terroristes et des bandits alors que les attentats sont les conséquences du désespoir et qu'il devient de plus en plus évident que les toutes premières attaques sont imputables aux services de renseignements russes. Si rien n'est fait la jeunesse de mon pays va davantage se radicaliser.

## Shmuel Katz

Shmuel Katz a été un des cofondateurs, avec Menahem Begin, du parti Herut. Il a été membre de la première Knesset. Il est aujourd'hui essayiste.

### « Un dossier pour la Cour internationale »

Source : Jerusalem Post

Référence : « A brief to the international court », par Shmuel Katz, *Jerusalem Post*, 24 février 2004.

Dans les prochains jours, la Cour internationale de justice va entendre des auditions pour statuer sur la légalité de la barrière israélienne, mais elle a déjà fourni des indications sur la sentence qu'elle prononcera sans doute puisqu'elle affirme que la clôture est construite dans les « territoires palestiniens occupés ». Cette appellation est celle qu'utilise l'Assemblée générale des Nations unies et il s'agit du terme développé par la propagande arabe anti-israélienne, une part de l'histoire fictive arabe.

En effet, Israël a un droit réellement valide de détenir ces terres, aussi bien historiquement que légalement, mais la Cour a déjà montré son biais analytique sur cette question. Le texte fréquemment utilisé pour tenter de faire croire qu'Israël occupe illégalement ces territoires est la quatrième Convention de Genève, mais cette dernière ne s'applique pas car Israël n'a pas pris les territoires d'un État souverain. Elle les a pris à un État qui les occupait illégalement.

En 1948, le Royaume-Uni a abandonné son mandat sur un territoire qui était présenté depuis 1922 comme le foyer national juif. L'ONU décida la partition du territoire en un État arabe et un autre juif et les juifs acceptèrent, à la différence des Arabes qui lancèrent une offensive croyant pouvoir nous détruire. Les juifs résistèrent, mais la Jordanie prit possession de la Judée et de la Samarie. En 1967, les Arabes nous firent à nouveau la guerre pour nous annihiler, mais ils échouèrent à nouveau et c'est à ce moment-là que nous avons pris ces territoires. Nous avons proposé de les rendre en échange de la reconnaissance d'Israël et de la paix, mais la Ligue arabe s'y est opposée.

La résolution 242 de l'ONU qui a suivi la guerre de 1967 prévoit qu'Israël évacue des territoires capturés pour obtenir des frontières sûres et reconnues. Les Arabes ont voulu amender le texte et demander qu'Israël évacue tous les territoires capturés, ce qui a été refusé. C'est pourtant sur leur version du texte que s'appuie leur propagande exigeant un retour aux frontières de 1967. La Cour de justice internationale doit en tenir compte et refuser de devenir un outil de propagande politique.

# Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Païement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .